

RASSEMBLEMENT devant la **MAIRIE** de **BAYONNE** **Samedi 18 octobre à 11h**

PALESTINE : RIEN N'A CHANGÉ! DÉFENDONS LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN!

Gaza aujourd'hui : l'enfer

Après 50 jours de guerre menée par Israël où 2200 Palestiniens ont été tués, la situation reste dramatique dans la bande de Gaza : 100 000 Gazaouis sont sans abri et 450 000 privés d'eau potable. 32 écoles ont été détruites et 150 très endommagées. Deux des principaux hôpitaux ont été en partie détruits. L'unique centrale électrique est hors service...

Les drones de reconnaissance israéliens restent omniprésents dans le ciel de Gaza. Les navires israéliens qui sillonnent la côte tirent sur les pêcheurs, l'un d'entre eux a été récemment blessé. Deux Palestiniens accusés sans preuve de l'enlèvement et de l'assassinat de trois jeunes Israéliens en juin en Cisjordanie ont été abattus le 23 septembre à Hébron par l'armée israélienne.

La colonisation de la Cisjordanie se poursuit. Fin août, 400 hectares supplémentaires ont été annexés par Israël.

Le blocus perdure. Les matériaux nécessaires à la reconstruction ne peuvent entrer à Gaza. 80% des habitants dépendent de l'aide humanitaire pour survivre.

En Israël même, des résistances

10 000 israéliens, juifs et arabes, ont, malgré la répression, manifesté ensemble contre la guerre, à Tel Aviv, fin août.

43 soldats et officiers de réserve de l'unité 8200, service d'élite du renseignement militaire, ont décidé de refuser de servir, par un manifeste rendu public mi-septembre. Ils dénoncent la persécution politique

à laquelle participe leur activité d'espionnage, le contrôle et le régime militaire imposé aux millions de Palestiniens.

Répression en France

Le gouvernement français a dès le départ légitimé l'intervention meurtrière israélienne. Il est de fait complice du gouvernement Netanyahu.

Aujourd'hui, des militants qui ont condamné cette intervention et ont appelé à manifester en solidarité avec le peuple palestinien sont poursuivis. C'est ainsi que notre camarade Alain Pojolat comparaitra le 22 octobre pour avoir été le porte-parole des manifestations interdites à Paris. Et plusieurs personnes arrêtées avant, pendant ou après ces manifestations sont également convoquées devant la justice.

De même nombre de militants de la campagne non violente "Boycott Désinvestissement Sanction" (BDS) sont en permanence poursuivis.

Nous dénonçons la criminalisation de la solidarité avec le peuple palestinien et soutenons pleinement ces militants.

Dans ce conflit, il y a un occupant et un occupé, un agresseur et une résistance.

La lutte du peuple palestinien a un nom : c'est une lutte de libération nationale.

Nous exigeons : la levée du blocus, la destruction de l'inacceptable mur de la division, le retour des réfugiés, l'application des résolutions votées par l'ONU, la reconnaissance et la prise en compte des droits du peuple palestinien.

Amplifions la mobilisation pour aider la résistance du peuple palestinien :

Levée du blocus, illégal et criminel de Gaza !

Libération de tous les prisonniers !

Oui à la liberté d'expression, non à la criminalisation de la solidarité !

Non à la complicité de nos gouvernants avec le pouvoir sioniste !

Sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international !

Collectif : Amis de Karl Marx; Association France Palestine Solidarité 40; CIMADE; Collectif Féministe contre les violences sexistes; Comité pour la Défense des Droits de l'Homme en Pays Basque (CDDHPB); CGT Territoriaux Biarritz; CGT Union Locale de Boucau Tarnos; Euskal Herria Bai (EH Bai); Fédération Anarchiste (FA); Gauche Anticapitaliste (GA); IPEH Antifaxista; Langile Abertzaleen Batzordeak (LAB); La Commune; Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA); Parti Communiste Français (PCF) de Côte Basque et de Sud Landes; Parti de Gauche (PG); SOLIDAIRES.